

International

LE COVID-19 EN ISRAËL ET EN PALESTINE

Steve Jourdin, Alexandre Minet

20/04/2020

Face à l'épidémie du Covid-19, quelle est la situation – sanitaire et politique – et les stratégies adoptées en Israël, à Gaza et dans les Territoires occupés ? Steve Jourdin, doctorant en histoire politique (EHESS), journaliste et membre de l'Observatoire de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient de la Fondation, répond aux questions d'Alexandre Minet, coordinateur du secteur International de la Fondation.

Alexandre Minet : *Quelle est la situation sanitaire en Israël, à Gaza et dans les Territoires palestiniens ?*

Steve Jourdin : Moins inquiétante semble-t-il que dans d'autres régions du monde. Si l'on s'en tient aux chiffres bruts, Israël, Gaza et les Territoires palestiniens parviennent pour le moment à contenir l'épidémie. En Israël, on compte 172 morts (sur une population de 9 millions d'habitants). En Cisjordanie (2,8 millions d'habitants) et à Gaza (1,9 million d'habitants), seulement deux morts ont officiellement été recensés. Ce faible bilan autorise les médias à diffuser, à la manière de ce qui se fait en temps de guerre, les noms et « parcours » des victimes du virus. Cela contribue à créer de l'émotion (le premier mort israélien était un rescapé de la Shoah), mais cela permet aussi, paradoxalement, de diminuer l'angoisse. En rendant la menace concrète, presque familière, on diminue la part d'inconnu.

Sur le plan social en revanche, la situation est préoccupante. En Israël, où le très faible taux de chômage était devenu un argument électoral pour Benjamin Netanyahu, 25% de la population est désormais sans emploi. Si certains retrouveront leur travail au sortir de la crise, les économistes estiment que cela ne sera pas le cas pour environ 20% des nouveaux chômeurs. Dans un pays comme Israël, dont la croissance dépend fortement du secteur des hautes technologies, cela risque d'accentuer des inégalités déjà très fortes. Le marchand du *Shouk*, l'artisan de la ville moyenne du sud du pays ou l'ouvrier du textile et de la construction risquent de rester sur le carreau. Tout comme l'ouvrier palestinien qui vient travailler tous les jours en Israël.

Les systèmes de santé israélien et palestinien tiennent donc le choc face au coronavirus ?

Ce bilan peut en effet paraître étonnant au premier abord. À Gaza, on ne compte que 85 respirateurs et 70 lits de soins intensifs. Le système de santé menace de s'effondrer depuis déjà plusieurs années. Mais la population est l'une des plus jeunes au monde, et il semble bien que nous ne soyons pas égaux face au virus.

Le constat vaut aussi pour Israël, dont la population est jeune par rapport aux autres pays de l'OCDE. D'un point de vue en quelque sorte « technique », le système de santé israélien n'est pas particulièrement enviable. On ne dénombre selon l'OCDE que 3 lits d'hôpital pour 1000 habitants (6 pour 1000 en France). Les hôpitaux manquent de lits, de respirateurs et de médicaments. Les tests de dépistage promis par le gouvernement tardent à arriver. Or, quand on regarde un peu en arrière, on s'aperçoit que cette situation ne tombe pas du ciel. La part du PIB consacrée au secteur de la santé a diminué de manière constante ces dernières décennies. À gauche, on a donc beau jeu d'accuser la droite et Benjamin Netanyahu d'avoir organisé le démantèlement de l'hôpital public.

Mais on oublie souvent que c'est le mouvement travailliste au pouvoir qui, au début des années 1990, a opté pour un système de santé calqué sur le modèle britannique. Naguère largement dominé par la puissante *Histadrout*, la centrale syndicale tenue par les travaillistes, le système de santé a officiellement été « nationalisé ». L'État a repris en main les fonctions jusque-là exercées par la *Histadrout*. En réalité, le système de santé a été « privatisé » (diminution des prestations remboursées, concurrence entre des caisses de santé désormais privées). Premier ministre en 1996, ministre des Finances au début des années 2000 puis à nouveau chef du gouvernement à partir de 2009, Benjamin Netanyahu n'a fait que radicaliser cet élan. Néanmoins, en dépit de la désorganisation des services de santé, on se rend compte que les Israéliens ne sont pas moins bien soignés que les habitants d'autres pays de l'OCDE. L'espérance de vie est de 82 ans (deux ans de plus que la moyenne des membres de l'OCDE), le taux de mortalité infantile est l'un des plus faibles des pays industrialisés, et les traitements contre le cancer sont parmi les plus efficaces au monde. Ce « paradoxe » israélien (faibles dépenses de santé, bons résultats) semble se lire dans le bilan de l'épidémie de coronavirus.

Quelle stratégie a été adoptée par les autorités israéliennes et palestiniennes face à l'épidémie ?

La stratégie de la fermeté. Mais aussi l'appel au civisme. Malgré l'omniprésence de l'armée dans la société, le rapport à l'autorité n'est pas, pour ainsi dire, vertical en Israël. La norme est toujours susceptible d'être discutée, interprétée, adaptée en fonction de la situation sur le terrain. Il s'agit sans doute d'un trait proprement « juif » de la société israélienne, d'un héritage « talmudique ».

C'est aussi le produit d'une tradition politique qui remonte à l'époque du *Yishouv* (société juive de Palestine). Le confinement ne s'est pas réalisé en Israël de manière autoritaire.

Mais cela n'empêche pas une certaine radicalité, en l'occurrence justifiée, dans la prise de décision. La fermeture des frontières a ainsi débuté tôt, dès le 30 janvier dernier, avec l'interdiction des vols en provenance de Chine. Le 17 février 2020, les passagers des vols en provenance d'Asie (Thaïlande, Hong Kong, Singapour) étaient refoulés. Le 27, Israël interdisait l'entrée sur son territoire des citoyens italiens, tout en forçant les Israéliens de retour d'Italie à s'isoler pour deux semaines.

La fermeture des frontières s'est accompagnée d'une « législation d'urgence ». En période de crise, le gouvernement israélien est autorisé à prendre des mesures exceptionnelles sans être soumis au contrôle de la Knesset. À l'image de ce qui se fait en matière de lutte antiterroriste, le premier ministre Benjamin Netanyahu a pris un décret autorisant les services de sécurité intérieure (Shabak) à recueillir les données de localisation des téléphones portables des personnes infectées. Ces données sont ensuite transmises au gouvernement, qui prévient alors les personnes ayant été en contact avec des personnes contaminées de se mettre à l'isolement. Difficile de dire si cette méthode, très décriée par les ONG, a été réellement efficace, mais les services de sécurité affirment avoir permis à des centaines de personnes de se savoir porteuses de la maladie. Enfin, les événements publics et les rassemblements ont été annulés ou interdits, les déplacements réduits au maximum et le port du masque a été rendu obligatoire dans l'espace public.

Dans les Territoires et à Gaza, les autorités ont également très vite saisi la menace que représentait le virus. En Cisjordanie, Mahmoud Abbas, 84 ans, est largement en retrait ; ses apparitions sont extrêmement rares depuis le début de la crise, ce qui alimente les éternels bruits autour de son état de santé. Mais le véritable homme fort du moment est le Premier ministre Mohammad Shtayyeh. Dès le 5 mars dernier et l'annonce des sept premiers cas de coronavirus en Palestine, il a déclaré l'état d'urgence et interdit toute activité et déplacement non essentiel. À Gaza, l'un des territoires les plus densément peuplés au monde et soumis à un blocus israélien et égyptien, les deux premiers cas remontent au 22 mars 2020. Les écoles, bars, et restaurants ont immédiatement été fermés par le Hamas. À la frontière avec l'Égypte, une infrastructure a été construite en toute hâte pour permettre l'isolement des patients contaminés. Enfin, l'aide internationale devrait, sous peu, venir soulager un peu l'enclave, le Qatar ayant promis le déblocage de 150 millions de dollars.

En dépit de déclarations officielles parfois belliqueuses, il faut souligner la très bonne coopération entre Israéliens et Palestiniens à l'occasion de cette crise. Des dizaines de médecins et infirmiers palestiniens de Gaza ont par exemple pu être formés à la lutte contre le coronavirus par des

équipes médicales israéliennes.

Comment toutes ces restrictions ont-elles été accueillies par la population ?

Comme dans toutes les sociétés, le choc épidémique a mis en lumière des failles structurelles. En Israël, une partie du secteur ultra-orthodoxe, qui représente dans son ensemble 10% de la population et ne reconnaît pas, officiellement, l'État d'Israël, a rechigné à se plier aux injonctions du gouvernement. Les *yeshivot* sont restées ouvertes, et la fête juive de Pourim, début mars, a été l'un des accélérateurs majeurs de la contamination. Dans la ville de Bnei Brak, ville très pauvre et très pieuse située en banlieue de Tel Aviv, une personne testée sur trois s'est révélée positive au coronavirus. Face à la menace d'une rapide propagation, et à la résistance de certains groupes aux consignes du ministère de la Santé, le gouvernement a finalement décidé d'envoyer l'armée et de placer la ville sous quarantaine. Cet épisode est une nouvelle illustration de la « crise civique » qui touche la société israélienne depuis les années 1980. Si Israël s'est profondément sécularisé ces dernières décennies, la politisation croissante des questions identitaires a abouti à un face-à-face entre des groupes sociaux qui ne veulent plus s'entendre.

Après les récentes élections législatives – les troisièmes en moins d'un an –, quelle est la situation politique en Israël ?

Nous sommes toujours à un moment de **transition dans l'histoire politique d'Israël**. Et cette transition va sans doute durer encore quelque temps. C'est le propre des crises politiques. Ces dernières semaines, les secousses ont été fortes et se sont accompagnées d'une grande emphase, emphase qui caractérise depuis toujours le discours politique israélien. Rappelons que Benjamin Netanyahu est officiellement poursuivi par la justice dans trois affaires distinctes, qu'il est accusé de corruption, fraude et abus de confiance. Son procès devait s'ouvrir en mars dernier, mais a été reporté en raison de la crise sanitaire. Il devrait se tenir au mois de mai prochain, si les circonstances le permettent. Dans ce contexte sanitaire et judiciaire, la vie politique se poursuit, même si les Israéliens sont exaspérés par une impasse qui dure depuis maintenant plus d'un an et demi.

Pour bien comprendre la situation actuelle, il faut voir que Bleu-Blanc, le parti de Benny Gantz, n'a fait que s'affaiblir depuis sa création début 2019. Formation de centre droit fondée sur l'humeur du moment, son destin était, en quelque sorte, **inscrit dans ses gènes**. À l'issue du scrutin organisé le 2 mars dernier, Bleu-Blanc, dont le programme se résumait à « tout sauf Netanyahu », a essuyé un nouvel échec. La formation de Gantz (33 sièges sur 120) a été devancée par le Likoud (36 sièges) de Netanyahu, qui a réalisé une campagne intelligente et efficace.

C'est pourtant Benny Gantz qui a été chargé par le président, en raison d'un rapport de force favorable au Parlement, de mettre sur pied une coalition gouvernementale. Mais la mission était quasi impossible. Sa majorité était trop hétérogène – elle allait des représentants les plus maximalistes de la communauté arabe aux ultra-nationalistes russophones d'Avigdor Liberman – et trop étroite (61 députés sur 120).

Benny Gantz n'avait que des mauvaises solutions devant lui : retourner dans l'opposition, alors qu'il n'a pas l'étoffe d'un tribun ; ou parier sur un quatrième scrutin, tout en sachant que la crise du coronavirus ne lui était pas profitable et risquait de lui faire perdre des points dans l'opinion. Il a finalement décidé, au mépris de ses promesses électorales, de rejoindre Benyamin Netanyahou dans un gouvernement d'union nationale.

Selon l'accord conclu, produit d'un compromis qui reflète le déséquilibre des forces au profit du « camp national », Benny Gantz deviendra ministre de la Défense jusqu'en octobre 2021, date à laquelle il prendra la place de Benyamin Netanyahou au poste de Premier ministre. Dans l'intervalle, un projet de loi basé sur le « deal du siècle » de Donald Trump, et qui prévoit l'annexion d'une partie de la Cisjordanie, pourrait être soumis au vote de la Knesset. Si le « bloc de droite », emmené par Benyamin Netanyahou, a dans l'ensemble obtenu ce qu'il souhaitait (possibilité pour Benyamin Netanyahou de rester au gouvernement après octobre 2021 même pendant son procès, droit de veto sur les nominations aux postes très sensibles de conseiller juridique du gouvernement et de chef du parquet, limitation de l'enrôlement des étudiants de *yeshivot* dans l'armée), Benny Gantz et les siens récoltent également, dans le contexte politique actuel, des portefeuilles importants (ministères des Affaires étrangères, de la Justice et de l'Information). Le gouvernement d'« urgence nationale » sera inédit de par son ampleur : au total, il pourrait compter jusqu'à 36 ministres. Du jamais vu !

Ce mécanisme, quelque peu baroque, de « rotation » au poste de Premier ministre, est inspiré du dispositif mis en place au milieu des années 1980 entre le Parti du travail de Shimon Peres et le Likoud de Yitzhak Shamir. Il avait alors fait ses preuves, dans un contexte de crise économique très aiguë. Mais Benyamin Netanyahou n'a rien à voir avec Yitzhak Shamir, personnage à l'esprit obtus et piètre politique. Difficile de dire si ce nouveau gouvernement d'union nationale, dont l'objectif affiché est de lutter contre le coronavirus, va réellement pouvoir travailler dans un climat de confiance. Quoi qu'il en soit, un nouveau scrutin législatif dans les prochains mois est loin d'être exclu.

La formation d'un « gouvernement d'urgence nationale » ne constitue-t-elle pas une instrumentalisation de la crise sanitaire et une victoire politique – à la Pyrrhus pour la démocratie

israélienne – de Benjamin Netanyahu ?

Il s'agit évidemment d'une énième prouesse politique de la part de Benjamin Netanyahu. Mais je pense qu'il serait réducteur de résumer ce moment politique à une guerre d'egos. Les Israéliens qui se sentent aujourd'hui trahis par le choix de Benny Gantz ont paradoxalement voté pour lui pour les mêmes motifs qui ont poussé leur champion à s'allier à Benjamin Netanyahu. Il faut bien saisir « ce qu'est » Benny Gantz. Et plus que son parcours proprement dit, il faut comprendre ce qu'il représente dans l'imaginaire israélien. On l'a souvent décrit comme un homme poli, bien élevé, bien sous tous rapports, un genre de genre idéal. Dans nos médias occidentaux – et même dans certaines publications israéliennes –, il est dépeint comme un homme politique un peu niais sans boussole idéologique. Soit. Mais cela ne nous dit rien des raisons pour lesquelles il est devenu, en un temps record, la seule alternative à Benjamin Netanyahu !

Pour beaucoup d'électeurs, Benny Gantz a incarné l'« Israélien suprême », l'archétype de l'« israéliennité ». Sous bien des aspects, il est en effet le produit du moule républicain israélien originel. Sa distance (il a passé plus de quarante années de sa vie dans l'armée) vis-à-vis de la politique et de ses codes, son introversion, sa simplicité, sa franchise, son insistance sur les « valeurs » et l'éthique sont des traits qui ont immédiatement séduit les Israéliens car ils y ont retrouvé certains vieux fantasmes. Le faire plutôt que le dire, l'action immédiate face aux manœuvres et aux atermoiements : tous ces traits constituent les facettes d'un *ethos*, réel ou fantasmé, proprement israélien. C'est sur ces bases que l'« israéliennité » a été pensée par les pères fondateurs du pays. Yigal Yadin, Yigal Allon ou encore Yitzhak Rabin en ont été, avec plus ou moins de réussite, des incarnations en leur temps.

Mais ce qui au départ a pu constituer une force est rapidement devenu une faiblesse pour Benny Gantz. Le mépris de la politique politicienne se transforme vite, une fois que l'on entre sur le ring politique, en naïveté. Le refus du calcul et des combinaisons politiques se paie cher. Et l'introversion à l'heure des réseaux sociaux ne reste pas un atout très longtemps. Face à Benjamin Netanyahu, animal politique « suprême » ayant fait ses classes au sein de l'*establishment* américain, Benny Gantz n'a pas fait le poids sur la durée. D'une certaine manière, Benny Gantz s'est sacrifié pour la « cause ». Je pense qu'il est conscient d'avoir, par sa décision de former un gouvernement avec son ennemi d'hier, tiré un trait sur toute grande carrière politique. Mais loin d'en ressentir de la honte, il est possible qu'en son for intérieur il en tire une certaine fierté. Il est persuadé d'avoir fait primer l'intérêt général sur ses intérêts individuels. C'est ce qui fait à la fois la grandeur et le tragique de ce nouvel épisode de la vie politique israélienne. Reste désormais à voir dans quelle mesure son « sacrifice » aura permis de préserver les fondamentaux de la démocratie israélienne.